

6FOP H2b  
Les axes et les blocus  
se renforcent

La paix est dans  
l'internationalisme  
prolétarien.

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

# OUVREZ LES PRISONS AUX ANTIFASCISTES

## Les lendemains d'une entrevue

L'entrevue de Berchtesgaden garde son secret. Nous ne savons pas encore quelle conversation les chanceliers d'Allemagne et d'Autriche ont pu tenir au cours de ces neuf heures de tête à tête. Les journaux allemands sont muets par ordre : six lignes de communiqué du D. N. B. et qui ne nous apprennent rien. Par ailleurs les organes viennois en sont réduits aux conjectures. Si nous en croyons une longue dépêche Havas, rien de très précis ne serait sorti de l'entretien désormais historique. Cependant, on aurait jeté les bases de principe d'un accord à intervenir ultérieurement. La note générale de la presse est optimiste : l'accord du 11 juillet 1936 reste en vigueur, c'est à dire que l'Autriche n'aura pas à craindre de putsch nazi au moins pendant un certain temps.

La contre-partie de ce rapprochement, si l'on en croit certains augures, serait cependant assez inquiétante. Le chancelier Hitler n'aurait consenti à laisser vivre l'Autriche qu'à la condition que deux ou trois nazis, conformément au même accord du 11 juillet, entrent dans le gouvernement. Ce débat de colonisation, encore prudent, laisserait entrevoir le dessin du Führer de s'emparer du pouvoir pacifiquement, par la seule force de la propagande nationaliste rendue plus aisée par la présence de ministres soumis aux ordres de Berlin. Parmi ceux-ci on désigne déjà M. Seiss-Inquart, un des représentants les plus autorisés de l'opposition nationale.

La réaction de l'Italie, devant cette menace d'extension du germanisme, est assez curieuse à observer. Les journaux aux ordres du fascisme demeurent dans une bien prudente expectative et l'on ne parle plus de masser les troupes sur le Brenner. Mais il n'est pas malaisé de penser que Mussolini ne voit pas sans inquiétude ces efforts du nazisme pour conquérir le gouvernement de Vienne. Jusqu'à présent, il semble s'incliner sans trop de mauvaise grâce, jouant le jeu de l'axe Berlin-Rome, se bornant à faire dire par sa presse que désormais le gouvernement allemand sera doublement représenté à Vienne, par son ambassadeur et par les ministres délégués par le parti. Il n'y a rien là d'agressif. Le langage pourrait changer si le gouvernement allemand prétendait pousser ses avantages et menacer l'indépendance autrichienne.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page.)

## Tous demain à Japy pour l'exiger

Tous nos amis ont encore dans la pensée le souvenir du premier meeting de la S.I.A. à la salle Japy, de l'immense enthousiasme qui animait tous les auditeurs. A notre honte, était-il dit sur les affiches annonçant le meeting, l'Espagne antifasciste se meurt. A notre honte, oui, parce que l'aide apportée aux vaillants lutteurs ibériques avait toujours été un secours de façade. Des boîtes de lait, des paquets de pansements, achetés avec les maigres collectes faites dans les usines.

Depuis longtemps les travailleurs espagnols n'auraient plus besoin de ces secours au compte-gouttes s'ils avaient reçu les armes dont ils ont besoin pour vaincre. Ces armes doivent venir de notre pays, afin que le chantage stalinien cesse, que l'Espagne se dégage de l'hypothèque russe. Il faut briser l'odieux blocus qui fait qu'à notre honte l'Espagne antifasciste se meurt.

C'était cette opinion qu'affirmait nettement la section française de la Solidarité Internationale Antifasciste qui venait de naître. C'était à cause de cette opinion nettement affirmée qu'elle prenait dès sa naissance un large développement, qu'elle soulevait une vague d'enthousiasme que traduisaient les applaudissements de tous les auditeurs de Japy.

La solidarité au compte-gouttes allait finir ; une action efficace allait être menée.

La S.I.A. ne devait pas décevoir les espoirs qui étaient mis en elle. Elle s'est mise immédiatement au travail. Oui, toute l'aide à l'Espagne antifasciste, mais pour que cette aide soit totale, il faut que tous les antifascistes d'Espagne soient unis. Il ne nous est pas possible de la défendre de

tout notre cœur, lorsque nous savons que les meilleurs combattants, ceux qui le 19 juillet, presque sans armes, se lançaient à l'assaut des mitrailleuses fascistes et écrasaient à Barcelone, à Valence, à Madrid, à Malaga, le coup de force militaire, sont aujourd'hui arrêtés, emprisonnés par le gouvernement Negrín-Prieto.

Oui, l'unité d'action qui s'est scellée dès le début des événements doit se maintenir ; c'est la condition de la victoire. Mais elle ne peut se maintenir qu'à la condition que les militants de la F.A.I., de la C.N.T., du P.O.U.M. ne soient plus traqués, emprisonnés. Une amnistie totale doit avoir lieu en Espagne gouvernementale, afin de permettre à tous les travailleurs antifascistes de reprendre leur place dans le combat contre Franco.

C'est ce qu'affirme aujourd'hui la S.I.A.

A l'Union Anarchiste, nous la comprenons ; nous appuyons son action ; avec elle, nous demandons, nous exigeons l'amnistie totale en Espagne gouvernementale. Nous approuvons son initiative d'avoir convoqué les travailleurs parisiens vendredi prochain à Japy pour la réclamer avec force. Avec elle, nous appelons tous nos amis à être présents à ce meeting et nous disons :

Tous les militants de l'Union Anarchiste ; tous les sympathisants, tous les lecteurs du Libertaire seront vendredi à Japy.

Personne ne voudra rester chez lui ce soir-là. La lutte héroïque de nos camarades de la F.A.I. et de la C.N.T. leur fait un devoir d'être

EN MASSE À JAPY DEMAIN VENDREDI.

L'UNION ANARCHISTE.

## SUR LE COMMUNISME LIBERTAIRE

## SENS POSITIF DE NOTRE ACTION

### III.

Je crois cette exposition suffisante quant au problème posé. Mais toutes ces questions sont si graves, il existe à leur sujet tant de doute, que je me laisse entraîner par d'autres aspects qu'il convient aussi d'aborder.

On peut me demander : « Ces principes sont admissibles, mais dont ce vous ne dites pas, c'est la façon dont vous prétendez les appliquer pendant la révolution. Les idées les plus justes sont vouées à l'insuccès si on n'a pas de tactiques opportunes pour les faire triompher. Il ne suffit pas de théoriser, il

faut savoir réaliser. Et l'anarchisme est nul en ce qui concerne les prévisions pratiques d'application de ses théories ».

Ce manque de prévision dont on nous accuse, n'est pas un fait inhérent à l'anarchisme. Voilà d'abord ce que je veux démontrer, car, en le faisant, je pénétre, et le lecteur pénétre avec moi, un peu plus dans le contenu social de nos idées, et cela, en outre, nous oriente pour une action intellectuelle et matérielle plus efficace.

Il est forcément inexact que nous ne puissions pas prévoir et préparer notre activité révolutionnaire sans manquer à nos principes. L'anarchisme souffre de ce qui peut arriver à toutes les tendances, de ce dont souffre, à un degré beaucoup plus grave, le syndicalisme. Après une initiation brillante, il a connu une période de dépression. Les théoriciens secondaires qui ont succédé aux premiers et aux plus grands ont quelque peu cessé d'apprendre les problèmes sociologiques. La période nébuleuse a voilé le passé et l'avenir. Mais si nous reprenons ceux qui ont apporté les œuvres fondamentales, il nous est, une fois de plus, possible de rattacher au passé, dans une continuité d'efforts et de succès, les créations de demain.

Quand Bakounine examine les causes de la défaite du prolétariat français en 1848, il déclare franchement :

« Le socialisme perdit cette bataille par une raison toute simple : il était riche d'instincts et d'idées théoriques négatives, qui lui donnaient mille fois raison contre le privilégié ; mais il manquait encore absolument d'idées théoriques et pratiques qui eussent été nécessaires pour qu'il puisse édifier, sur les ruines du système bourgeois, un système nouveau : celui de la justice populaire. Les ouvriers qui combattaient en juin pour l'émancipation du peuple, étaient unis d'instinct, non d'idées, et les idées confuses qu'ils avaient formaient une tour de Babel, un chaos dont il ne pouvait rien sortir. Telle fut la principale cause de leur défaite. » (1)

Mais Bakounine ne se contentait pas de signaler l'insuffisance d'idées positives des ouvriers de 1848. Il s'efforçait, pour que les révoltes futures eussent plus de succès, de les aider au moyen de programmes qui sont toujours d'actualité, et par les fondements théoriques et les buts qu'il attribuait aux syndicats. Tous les syndicalistes révolutionnaires n'ont fait que répéter ou délayer, avec beaucoup moins de profondeur et d'envolée,

les idées qu'il exposa sur les tâches de la Première Internationale.

Prenons maintenant Kropotkin, auquel il nous faut toujours revenir. Les esprits superficiels, qui sont les plus nombreux, l'ont présenté concevant la révolution comme une œuvre spontanée et facile du peuple. Le ton entraînant de ses écrits prête à cette déformation de sa pensée. Pourtant, il est loin de l'avoir imaginé ainsi, et ceux qui le lui ont reproché auraient mieux fait de combler les lacunes qu'ils trouvaient dans son œuvre.

(Voir la suite en 3<sup>e</sup> page)

## UNE BELLE MANIFESTATION

## Notre conférence sur Louise Michel a été un magnifique succès

La conférence de l'Union anarchiste sur Louise Michel eut lieu, vendredi, devant une assemblée nombreuse. Ce fut un grand succès.

Patorni, qui présidait, donna la parole à Georges Pioch.

L'orateur ne donna pas l'histoire de Louise Michel, mais précisa sa légende. La femme combattante de la Commune eut une enfance petite bourgeoisie. Dans les milieux réactionnaires, des révolutionnaires ne naissent-ils pas ? Et inversement. Lorsqu'il y a des malheureux, certains êtres sont fourrés, leurs guides par un appétit de justice.

La société apprit à Louise Michel la tristesse. Elle vit la révolution de 1848, suivie

par l'Empire. Elle quitta alors la France, se réfugia à l'étranger. Parmi les exilés, un homme fut admiré par Louise Michel : Hugo qui fut, durant dix-huit ans, un moment de la conscience humaine. Il fut sur Louise Michel une influence intellectuelle profonde. Après une guerre acceptée avec inconscience par l'Empire, après Sedan et l'abdication, Louise Michel, amie de ceux qui luttaient pour l'instauration de la République, vit l'avènement de celle-ci. Mais quelle république ! Tous les départs bourgeois qui l'empire avait laissé s'accumuler dirigèrent et sévirent.

La Commune de Paris survint, Louise Michel s'astreignit à des besognes militaires. Elle ne luttait pas pour la patrie, mais

## CAMARADES ANARCHISTES, Ouvriers révolutionnaires, jeunes Travailleurs !

## Vous serez tous présents au Grand Meeting de la J. A. C.

le mercredi 23 FEVRIER, SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry.

(Voir en 6<sup>e</sup> page.)

## A tous les militants de l'U. A.

Le meeting de la S.I.A. déplaît aux valets de Moscou. L'écrivain de service Berlioz, au nom de « la démocratie » (sic) en cours dans le parti communiste, a pondus ses cent lignes obligatoires. Il injurie nos camarades de la C.N.T.

Il semblerait que cet article ait été écrit pour convaincre quelques intoxiqués du P.C.F. de venir saboter la manifestation de Japy. Si telle est leur intention, nous les prévenons charitalement que cela n'aura pas lieu. Le meeting se déroulera dans le calme.

POUR CELA TOUS LES MILITANTS DE L'UNION ANARCHISTE DOIVENT ETRE PRESENTS A 19 H. 30, SALLE JAPY, POUR LE SERVICE D'ORDRE.

Rapidement, notre camarade Durruti organisa une colonne, pour atteindre Saragosse, où les ouvriers résistent encore. Cette colonne partie à 800, augmente à mesure qu'elle s'avance dans la Catalogne et l'Aragon. Les paysans aragonais l'accueillent avec enthousiasme. Les tirs de propriété, les fameuses hypothèques qui font des paysans des serfs, sont brûlés. Les ouvriers prennent les moyens de production et d'échange. Sous le contrôle des organisations syndicales, une vie économique nouvelle s'établit. Pour la première fois les ouvriers et les paysans mangent à leur faim.

(Voir la suite en 6<sup>e</sup> page)

(1) Féodalisme, socialisme et antihédonisme.



## Les relations entre l'U.G.T. et la C.N.T.

La Commission Exécutive de l'U.G.T. a remis à la publicité et en même temps au Comité national de la C.N.T. un vaste document dans lequel elle fixe les bases d'une action commune possible entre les deux centrales syndicales. Voici ce document :

« Le Comité de liaison reconnaît les grands progrès réalisés dans la formation de l'armée populaire, dans sa combativité et dans le perfectionnement technique de son commandement. Il estime que les organisations ouvrières doivent préter leur aide maximale au gouvernement pour former une puissante armée imprégnée d'un profond esprit antifasciste, et doté d'une combativité uniforme, capable d'écraser Franco et les envahisseurs étrangers. La préoccupation permanente du comité de liaison devra être de maintenir et consolider les liens de fraternité entre ceux qui composent l'armée sous le drapeau de l'antifascisme. Il comprend que la tâche fondamentale des syndicats est d'éviter que des questions qui peuvent distraire l'action du gouvernement ne soient suscitées à l'arrière ; la mission de celui-ci est de gagner la guerre le plus rapidement possible, en contribuant à créer un moral de guerre à l'arrière.

1. — Les syndicats aideront intensément le gouvernement, en suivant ses initiatives dans la création de fortes réserves permettant d'augmenter les effectifs de l'armée populaire et d'assurer à celui-ci la continuation d'une politique régulière de relève.

A cet effet, le syndicat fera en sorte que tous ses affiliés obéissent avec enthousiasme aux ordres du gouvernement, en s'intéressant à l'apprentissage des armes et à l'instruction militaire entre les ouvriers ; ils collaboreront au développement de l'instruction pré-militaire ; ils éviteront la désarticulation qui produisent dans l'industrie les appels sous les armes des travailleurs, en remplaçant ceux-ci par des femmes ou des hommes ayant passé l'âge de partur.

2. — Les organisations de l'U.G.T. et de la C.N.T. s'efforceront de développer une intense politique de fortifications, construction et réparations de routes, chemins de fer et abris pour la population civile.

3. — Le comité de liaison travaillera, pour obtenir que les fonctionnaires du commandement de notre armée, aient l'aide des syndicats, afin que son labour soit chaque jour plus efficace. Il s'efforcera également d'obtenir que la compréhension et l'identité de vues existant entre les chefs de l'armée et ceux de l'ancienne armée ou sortis de celle de peuple se conservent chaque jour avec plus de force.

4. — L'attention constante des syndicats sera de maintenir un contact étroit entre les combattants, pour lesquels ils continueront de les considérer comme des affiliés et se préoccupent de ses nécessités et de celles de sa famille, sans que cela signifie une intronisation dans les fonctions relevant du haut commandement.

### LES INDUSTRIES DE GUERRE

Le Comité de liaison approuve la nécessité d'intensifier la production industrielle dans notre pays particulièrement dans les industries de guerre en coordonnant les efforts des syndicats dans ce sens. Le comité de liaison s'efforcera de maintenir un arrière ferme et discipliné et d'insuffler à tous les ouvriers l'esprit d'abnégation et de sacrifice exigé par l'heure actuelle, afin de ne marchander aucun effort dans leurs travaux concernant l'action militaire.

Dans cet esprit le comité de liaison défendra les mesures suivantes :

1. Les organisations syndicales U.G.T. et C.N.T. coopéreront avec le gouvernement dans les travaux de construction rapide d'une puissante industrie de guerre. Les syndicats devront poser comme tâche urgente et indispensable de créer chez les ouvriers un sévère esprit de surveillance contre toutes sortes de sabotages et force d'entreprises dans lesquelles participeront les syndicats dans celui-ci afin d'augmenter et d'améliorer la production.

2. Adaptation aux industries de guerre de toutes les fabriques et ateliers le permettant.

3. Centralisation de toutes les matières premières, principalement de celles qui se rapportent aux industries de guerre.

4. Militarisation et centralisation de tous les moyens de transport.

### NATIONALISATION DES INDUSTRIES DE BASE

5. L'en devra procéder de toute urgence à la nationalisation de toutes les industries de base. Le Gouvernement devra centraliser les industries nationalisées et coordonner le développement de celles-ci.

6. Les industries nationalisées devront être

dirigées par des techniciens nommés par le ministère intéressé ; mais en les désignant il conviendra de leur donner le temps de faire connaître leurs opinions des ouvriers.

7. Nationalisation des chemins de fer.

8. Le gouvernement devra tendre à une centralisation bancaire préparant la nationalisation des banques.

### CONSEIL NATIONAL D'INDUSTRIE ET CONSEIL SUPERIEUR D'ECONOMIE

9. Le Comité de liaison propose la formation immédiate d'un conseil national d'industries auquel participeront les syndicats dont la mission sera de régler la production de ces industries ; fixer les prix, salaires, bénéfices ; importation et exportation des produits et matières premières d'accord avec les directives du gouvernement. Ces conseils dépendront du conseil supérieur de l'économie qui devra être créé par le Gouvernement.

### MUNICIPALISATION DES SERVICES PUBLICS

Le comité de liaison reconnaît la nécessité de mener à bonne fin la réorganisation des services publics sur la base de la municipalisation de ceux-ci afin de faire disparaître la confusion existante actuellement.

Tous les biens, meubles et immeubles des propriétaires compromis dans le soulèvement étant propriétés de l'Etat, passeront aux municipali-

tés qui en tireront l'usufruit.

### INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE COOPÉRATIVES ET COLLECTIVITÉS

Le Comité de liaison déclare que les deux centrales syndicales réalisent tous les efforts possibles afin que les produits de la terre fruitent du travail de nos paysans, soient respectés à tout moment et valorisés en rapport avec les cours des produits de l'industrie. Le comité de liaison reconnaît les progrès faits dans le cadre législatif agréé par le gouvernement du front populaire. Il reconnaît la nécessité de développer la production ; l'unité des travailleurs est indispensable et l'on doit développer le mouvement collectiviste et coopératif ; d'accord avec ces principes : 1° Le comité de liaison se prononce pour la nationalisation et l'industrialisation de la terre, qui devra être remise en usufruit inaliénable aux paysans et ouvriers agricoles, lesquels pourront la cultiver individuellement et collectivement, sans excéder toutefois la parcelle de terrain capable d'être cultivée par un individu ou une famille. La petite propriété rustique des agriculteurs qui travaillent directement la terre devra être respectée.

Ce long document de l'U.G.T. que nous sommes obligés de résumer faute de place, nous en publierons la suite traitant des salaires, prix, contrôle ouvrier et législation fiscale. Mais dans le fond la totalité du document se prononce pour que tout soit remis au gouvernement, que ce soit sous noms de nationalisation, municipalisation,

La presse de ces jours derniers nous a fait connaître que la C.N.T. aurait répondu dans un sens favorable à l'ensemble des conditions posées par l'U.G.T. en mettant l'accent sur la garantie des collectivisations agraires. Mais, il est bon de spécifier que les propositions de l'U.G.T. n'étaient elles-mêmes que des propositions au programme d'action commun proposé par la C.N.T. à la suite d'une délibération du plenum économique en date du 25 janvier.

Ce programme comportait un point capital qui se résumait dans cette proposition que la C.N.T. ne pouvait admettre la persistance des agressions systématiques dirigées contre le développement légal des syndicats et des collectivités, et considérait absolument indispensables au gouvernement de front antifasciste, donc l'action fut absolument dédiée à l'église consulaire. Toujours manana.

Comment leur avait dit Venez manana, les deux amis retournent au Consulat, mais c'est pour s'entendre dire par le secrétaire, après l'habituelle attente, qu'il était nécessaire de fournir les adresses des domiciles de Barcelone, pour pouvoir télégraphier. Dotés, comme les lecteurs en jugent, d'une belle patience, ils s'exécutent, et se décident à demander si manana, ils pourront enfin partir. Je n'en sais rien, répond l'incomparable secrétaire, mais revenez manana.

En effet, après le 6<sup>e</sup> jour après le dimanche bureau fermé, après le 8<sup>e</sup> jour du pèlerinage à l'église consulaire. Toujours manana. C'est à la deuxième reprise que les deux camarades commencent à croire que le consul... républicain sait leur tête et, pour abréger l'histoire, prennent la voie du retour.

Ces faits, qu'il est aisément de contrôler, ne soutiennent pas de commentaires, mais néanmoins il est permis de dire que pendant que des fascistes notoires ou des politiciens comme Portela Valdés, ex-président d'organisations fascisantes et ancien secrétaire de Franco, se voient obligamment ouvrir les portes d'entrée et de sortie d'Espagne, des anarchistes, des amis éprouvés de la Révolution espagnole, ne peuvent y mettre pied. — D. L.

### EN BEL ET BON OR...

## Negrin reconnaît que Staline a vendu l'appui russe à l'Espagne

Dans l'*« Oeuvre »* du 10 février, on lit cette déclaration faite par Negrin à André Morizet qui constitue l'aveu officiel que la Russie stalinienne a bel et bien vendu à l'Espagne le « secours » qu'elle lui a apporté.

Il dépend de nos amis étrangers de diminuer ce délai. Nous avons acheté du matériel en Russie et ailleurs. JE DIS : AGENCE CAR TOUT A ETE PAYE, PAYE EN OR. Nous achetons toujours. Qu'on laisse transcrire ce que nous nous procurons. Et je vous répète ce que je vous avais déjà dit en décembre : s'il pénètre assez de canons et d'avions en Espagne, cet été verra notre victoire.

## Le "beau" travail des consuls de l'Espagne... Républicaine

Nous voulons tout particulièrement parler du consul de Perpignan, lequel, sans en avoir l'air, en employant même la plus grande honnêteté, finit par ne pas servir la cause antifasciste, parce que servir cette cause veut dire servir la justice et l'égalité pour tous les amis éprouvés de la révolution espagnole. Laissons parler les faits, que personne ne pourra démentir sans rien ajouter.

Deux antifascistes et, pour être plus précis, deux anarchistes, que les premiers jours d'août 1936 voyaient, volontiers, au front d'Aragon, face aux hordes de Franco, se présentèrent il y a peu au Consulat en question pour solliciter un visa, obligatoire, en accompagnant leur demande d'attestations du Front Populaire et de la Ligue des Droits de l'Homme de Perpignan, garantissant leur passé de militants révolutionnaires et antifascistes.

— Très bien, dit le consul, en présence de camarades du Comité Espagnol de l'Espagne antifasciste, mais il me faudrait aussi les passeports réguliers du pays d'origine pour mettre en valeur.

Nos deux amis, étonnés qu'on leur exige un tel document officiel d'un pays, l'Italie, qui, s'il n'a pas officiellement déclaré la guerre à l'Espagne, est un facteur important des forces fascistes et ne manquent pas de faire remarquer, apportent leur passeport en ajoutant leur carte d'identité de la police de Barcelone, certifiant leur domiciliation dans cette dernière ville.

Vous croirez peut-être que le brave consul apposa son visa ? Mais non, céleste, mais non. M. le Consul n'est pas pressé. Après les avoir fait mijoter trois heures, il daigne annoncer aux deux intéressés, par l'intermédiaire d'un secrétaire, que les passeports sont effectivement conformes et qu'il va télégraphier à Barcelone pour avoir des renseignements. C'est au panier, évidemment qu'il avait classé les déclarations des organisations dont nous avons parlé.

— Comment leur avait dit Venez manana, les deux amis retournent au Consulat, mais c'est pour s'entendre dire par le secrétaire, après l'habituelle attente, qu'il était nécessaire de fournir les adresses des domiciles de Barcelone, pour pouvoir télégraphier. Dotés, comme les lecteurs en jugent, d'une belle patience, ils s'exécutent, et se décident à demander si manana, ils pourront enfin partir. Je n'en sais rien, répond l'incomparable secrétaire, mais revenez manana.

En effet, après le 6<sup>e</sup> jour après le dimanche bureau fermé, après le 8<sup>e</sup> jour du pèlerinage à l'église consulaire. Toujours manana. C'est à la deuxième reprise que les deux camarades commencent à croire que le consul... républicain sait leur tête et, pour abréger l'histoire, prennent la voie du retour.

Ces faits, qu'il est aisément de contrôler, ne soutiennent pas de commentaires, mais néanmoins il est permis de dire que pendant que des fascistes notoires ou des politiciens comme Portela Valdés, ex-président d'organisations fascisantes et ancien secrétaire de Franco, se voient obligamment ouvrir les portes d'entrée et de sortie d'Espagne, des anarchistes, des amis éprouvés de la Révolution espagnole, ne peuvent y mettre pied. — D. L.

la manière dont il s'organisera plus tard ! Cela refroidirait son énergie révolutionnaire. Qu'il ait seulement la force de l'attaque pour marcher à l'assaut des institutions. Plus tard, on verra comment s'arranger.

— Combien de socialistes et d'anarchistes procèdent encore de la même façon ? Impatients d'accélérer le jour de la révolte, ils traitent de théories endormantes toute tentative de jeter quelque jour sur ce que la Révolution devra chercher à introduire. »

Anarchistes et socialistes, rappelons-nous. Cela nous impose deux précisions.

La première, c'est que nous constatons une fois de plus la différence entre les penseurs d'envergure de l'anarchisme et les autres : la deuxième, c'est que ce manque de préparation réaliste n'était pas seulement notre fait, mais encore celui des socialistes. Il y aurait sur ce dernier point des pages intenses à écrire. Contentons-nous de ne pas oublier qu'une des raisons de cette insouciance révolutionnaire était leur volonté de ne pas faire de révolution !

Kropotkin insiste sur cette question dans ses mémoires. Ecoutez-le à propos de la Commune :

« Quand cette insurrection éclata, un nombre considérable d'hommes appartenant aux classes moyennes elles-mêmes étaient préparés à faire, ou du moins à accepter une transformation sociale... » Quand mon frère et moi nous sortions de notre petit appartement pour descendre dans la rue, me disait un jour Elisée Reclus, nous étions assaillis de questions, par des gens appartenant aux classes aisées : « Dites-nous ce qu'il faut faire ! Nous sommes prêts à nous lancer vers l'avenir », nous disait-on de tous côtés, mais nous n'étions pas préparés à leur réponse !

On trouverait beaucoup d'autres pensées, d'autres regrets, d'autres conseils du même genre. Il est inutile d'en accumuler davantage. Je rappellerai, pour terminer, son prologue au livre de Pouget et Pataud : « Comment nous ferons la Révolution », dans lequel il demande que de tels essais soient continués.

Certainement, si nos auteurs n'avaient pas prévu ces questions, nous n'en entreprenions pas moins leur étude, par liberté d'esprit et par besoin révolutionnaire. Mais il est

## La C.N.T. face aux problèmes de l'heure

Le 15 décembre, Martinez Barrio, président des Cortés, prononçait à l'Athénée Barcelonais une conférence au cours de laquelle, il disait textuellement ceci : Si à la fin de la lutte, le prolétariat réussit à interpréter, par conviction, la felonie du pays, il a droit, non seulement à intervenir dans le gouvernement, mais à plus, au monopole du gouvernement.

Belle déclaration, mais pourquoi vient-elle si tard ? demanderont nos camarades. Cette question fut laissée sans réponse. Toutefois, de la part de ceux qui provoquent la crise de mai dernier, et particulièrement des communistes, le ton changea peu à peu vis-à-vis des camarades, sans cesser pour eux de mettre toutes sortes de bâtons dans les roues, pour tout ce qui concerne le pacte U.G.T.-C.N.T.

Entre temps, la victoire de Téruel se confirma, et en dépit du silence de toute la presse étrangère, l'on sut parfaitement en Espagne la partie prépondérante prise par les brigades confédérées et la F.A.I. Dans le courant de janvier le plenum de la C.N.T. a été une révélation pour l'Espagne. En pleine guerre, la C.N.T. a démontré toute sa capacité constructive et a présenté de nombreux détails, un vaste plan d'organisation économique.

Que fait alors le gouvernement espagnol ? Il entend montrer qu'il existe encore et le *Journal officiel* publie un décret comme quoi il intervient dans tout ce qui est collectivisé, et à commencer par les spectacles. Ceci visait naturellement la C.N.T. Les organes du Front populaire en France, se sont empressés de le publier *Le Libre*, en parlé et nous avons manifesté notre intérêt.

Mais l'Espagne a toujours été le pays où les lois et décrets se font par centaines, quitte à n'y pas donner suite. Nous pouvons donc affirmer de source sûre que furent les suites de ce fameux décret. Trois camarades des spectacles furent arrêtés à Madrid, Valence, Barcelone et toutes les villes de l'Espagne loyale sont immédiatement sorties de spectacles. Le gouvernement capitula et n'insista plus. Il tenta la même manœuvre en ce qui concerne les chemins de fer repris au capital depuis juillet 1936. Certains jours, seuls, trois trains de matériel de guerre purent circuler : d'où nouvelle *capitalisation gouvernementale*. La C.N.T. n'entend pas laisser arracher au prolétariat ses conquêtes révolutionnaires. Elle continue d'être la force réelle de toute l'économie espagnole.

Paris et Londres agissent sur Negrin. Des délégations de divers pays se rendent en Espagne et les Cortés se réunissent à la sauvegarde au monastère de Montserrat, le 1<sup>er</sup> février. Là, nous voyons Dolores Ibárruri (la Pasionaria) au nom du parti communiste, Lamondeau au nom du parti socialiste et Torres Campaña de l'Union républicaine, réclamer la participation des syndicats et particulièrement de la C.N.T. au gouvernement. Curieux revirement ! La C.N.T. répond d'une manière semi-officielle dans la *Solidi* du 2<sup>e</sup> qu'elle est ce qu'elle a toujours été et qu'elle a su toujours prendre ses responsabilités et ne court par après les postes honorifiques.

En réalité, la situation est grave et le gouvernement subira une crise avant longtemps que cela ne nous surprendrait pas. Les communistes, qui ont beaucoup perdu de leur influence et qui depuis mai n'ont guère prouvé par des faits leurs capacités, si ce n'est par des tentatives de sabotage dans les collectivités d'Aragon, voient leur position en péril. Alors, ils se raccrochent, maintenant seulement, à ceux qui représentent le prolétariat, aux syndicats et surtout à la C.N.T. Des bruits de remaniement ministériel sinon d'une crise gouvernementale plus profonde encore circulent en ce moment. Sur la pression de Londres et de Paris, on tenterait d'éliminer des communistes pour réaliser une concentration républicaine-socialiste. Les récentes déclarations de Negrin sur la nature strictement commerciale du secours russe, payé en bon

or espagnol, indiquent que les politiciens espagnols tentent de rejeter le fardeau stalinien. Mais cela ne signifie nullement, au contraire, que la situation politique du secteur anarcho-syndicaliste en sorte soit renforcée. Il faut, plutôt s'attendre à de nouvelles tentatives de réaction sociale.

Cependant, la C.N.T., traduisant les aspirations populaires, a affirmé à maintes reprises qu'elle ne laisserait pas toucher aux conquêtes révolutionnaires. Et nombreux sont les militants qui affirment que le prolétariat espagnol se dresserait avec toute sa force contre les tentatives de ce genre. Or, à même parlé — ce que nous reproduisons sous toutes réserves — de la possibilité d'un 19 juillet.

Il s'annonce dans les chancelleries actuelles des essais de négociations qui pourraient aboutir à un nouvel « abrazo de Vergara ». En ce cas les organisations syndicales devraient être prêtes à endurer le flot de réaction sociale qui en résulterait inévitablement. On conçoit dès lors que les militants de la C.N.T. se préoccupent d'implanter le plus profondément possible les forces syndicales dans la vie du pays, ainsi que le traduisent les décisions prises récemment au Congrès économique de Valence. En tout cas, jamais les responsabilités assumées par eux n'ont été si lourdes qu'actuellement. Elles doivent inciter les militants étrangers, spectateurs impuissants du drame espagnol, à un effort

**UNION**  
entre C.N.T. et U.G.T.  
**Oui,**  
mais dans la liberté.  
**Amnistie, d'abord !**



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II<sup>e</sup>) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

## Tous unis dans l'action

Et nous vaincrons !

La Fédération Socialiste de la Seine a fait un appel à ses militants pour qu'ils assistent nombreux au meeting organisé par S. I. A. demain vendredi, à Japy.

Nous voulons en effet marquer notre sympathie active à la grande organisation de solidarité qui vient en aide à toutes les victimes du fascisme, sans distinction de tendance.

Mais nous voulons en outre porter l'attention des travailleurs de la région parisienne sur les conditions d'une efficacité maximum de l'aide au prolétariat espagnol. Pour obliger les impérialismes démocratiques et les impérialismes fascistes à desserrer l'étreinte qui étouffe nos frères de la péninsule, il faut conduire avec énergie une lutte de classe impitoyable contre l'ennemi commun.

Mais il faut aussi faire jouer en Espagne au maximum les libertés démocratiques du côté antifasciste.

Le renforcement incontestable du front militaire gouvernemental doit permettre de rectifier à ce sujet des erreurs politiques préjudiciables à la cause du prolétariat international.

Nous connaissons les responsabilités de cette situation, les contradictions déchirantes qu'elle impose à nos camarades, les silences lourds d'angoisse qu'elle commande à l'égard de dénies de justice révolutionnaires.

Mais nous, nous pouvons parler.

Nous, nous avons des preuves de la volonté de confiscation, par une tendance, du mouvement de libération du peuple espagnol.

Nous, nous savons comment s'est effectué l'affaiblissement du front du 19 juillet et pourquoi des milliers de bons militants irréprochables sont encore en prison.

Avec le souci de servir la vérité, et la cause de la Révolution, qui sont inséparables ; avec la volonté de consolider le rapprochement de tous les éléments antifascistes, d'apaiser les conflits, d'imposer le respect mutuel, nous parlerons ! Nous réclamerons l'amnistie pour tous les combattants antifascistes emprisonnés.

Et quand nous aurons obtenu ensemble la reconstitution du front unique total, forgé par l'action révolutionnaire conduite en commun, l'écrasement du bandit Franco et de ses commanditaires capitalistes sera proche.

Tous vendredi à Japy, camarades !

**Marceau PIVERT,  
Secrétaire général  
de la Fédération Socialiste  
de la Seine.**

## Extrait d'une lettre

Je ne veux pas terminer cette lettre avant de vous dire tout le bien que je pense de la Section française de la S.I.A.

Je sais ce que le Comité pour l'Espagne Libre a fait pour notre cause, pour la cause de la liberté et je me doute bien que S. I. A., qui lui succède, fera mieux encore pour une solidarité directe au peuple d'Espagne.

Votre S. I. A. en composant un comité de patronage qui rassemble des personnalités de tous les horizons a réalisé l'unité nécessaire indispensable à l'œuvre de solidarité qui vous incombe, chers camarades de France, car l'Espagne ouvrière en lutte contre le fascisme mondial attend beaucoup de votre action.

S. I. A. c'est un grand espoir qui telle. Salut à elle et merci à vous de lui donner une telle vie.

Garcia OLIVER.

APRÈS LA FÊTE DU XII<sup>e</sup>.

Les numéros gagnants

6.623 0.710 3.104 2.783 3.640 5.637 1.213 3.652  
9.726 3.423 0.875 1.623 0.250 2.459 3.231 3.735  
L.621 3.832 8.820

# L'amnistie en Espagne

## CE SERA UNE BATAILLE REMPORTÉE CONTRE FRANCO ET LE FASCISME MONDIAL

### Tous à Japy, alors !

*Tous à Japy, demain vendredi 18 février, pour participer à ce que Sébastien Faure appelait l'autre jour la nécessaire croisade.*

*Tous à Japy, demain vendredi, si vous croyez que la cause que nous soutenons vaut la peine de votre dérangement ; si vous pensez que cinq mille emprisonnés valent que nous tentions l'impossible pour les sortir de leur prison.*

*Tous à Japy, demain vendredi, pour infliger une claque retentissante aux geôliers espagnols et... russes qui voudraient que la révolution ibérique, au lieu d'apporter la*

*liberté au Monde, serve les desseins de nouveaux tyrans.*

*Tous à Japy, demain vendredi, afin que l'amnistie en Espagne devienne vite réalité ; afin que l'esprit du 19 juillet 1936 reprenne son souffle et, dominant tout, emporte Franco, fasse s'évanouir la politicaillerie et place l'ouvrier espagnol au sommet de l'ordre nouveau.*

*Tous à Japy, demain vendredi, pour désigner vos délégués qui iront à Barcelone parler au peuple d'Espagne selon votre pensée et votre cœur, et dire au Gouvernement Negrin que l'élargissement de tous les antifascistes s'impose d'urgence.*

## Par la parole et par le film

Réunion et conférences filmées d'hier

TOULON

Le mardi 8, notre camarade Huart était à Toulon ; il fit d'abord, dans cette ville, à 19 heures, une conférence contradictoire sur S.I.A. et les événements d'Espagne.

Les communistes qui, lors d'une précédente réunion organisée par le camarade Janier, avaient mobilisé leurs troupes, imposé leur bureau et saboté la réunion, étaient encore présents ; n'avaient-ils pas affirmé que S.I.A. ne ferait aucune réunion à Toulon ?

Malgré cette menace ils furent, cette fois, fort sages. L'exposé de Huart fut donc dans le plus parfait silence et souleva, à maintes reprises, les applaudissements d'une partie de la salle.

A la contradiction, le chef communiste vint d'abord déclarer qu'il ne perdrait plus son temps à nous contredire ; il affirma ensuite que Huart avait omis de parler d'un fait historique : la livraison d'armes de la Russie à l'Espagne ; sa contradiction dura trois minutes.

Huart souligna que si la Russie avait vendu des armes aux républicains, elle vendait également du pétrole à Franco. Ayant rappelé les crimes staliniens commis en Espagne et dans le monde, il conclut en invitant les véritables antifascistes à s'unir dans le sein de la S.I.A.

Cette péroration déplut aux communistes, qui quittèrent la salle en maugréant. Cela nous permit de faire tranquillement des adhésions et de recueillir une somme assez coquette pour la section locale.

Pas plus à Toulon qu'ailleurs on n'empêcha S.I.A. de se manifester et d'agir.

LA SEYNE

Quelques instants après, nous partions pour La Seyne, où, cette fois, la conférence et les films se dérouleront dans une atmosphère de chaude sympathie.

Des résultats magnifiques furent obtenus ; là, comme partout où nous passons, S.I.A. est en marche.

BEAUCRAIRE

Le 9, nous parlions à Beaucraire. La section locale, déjà puissante, avait magnifiquement organisé la soirée.

Dès l'ouverture des portes, une foule compacte envahit l'immense salle et il fut bientôt impossible de trouver une place. Public vibrant, sympathique, qui acclama les antifascistes espagnols et notre S.I.A. Que dire de plus ? Nous sommes satisfaits autant qu'il est possible, non seulement des résultats de la soirée, mais aussi du dévouement intelligent des camarades de Beaucraire et du développement rapide de la section locale. Ceux qui, depuis le 19 juillet 1936 soutiennent les antifascistes espagnols à la façon dont la corde soutient le pendu, peuvent constater que leurs critiques perpétuelles et leurs infectes calomnies ont eu un résultat opposé à celui qu'ils espéraient.

### MARSEILLE-CAMOINS

Les camarades avaient organisé une conférence filmée aux Camoins, plutôt pour marquer le coup. Ils n'espéraient guère la réussite. Les Caminois sont très éloignés du centre et les habitations fort rares.

Les craintes de nos amis n'étaient pas fondées. Aux Caminois la salle fut trop petite. La conférence et les films firent une impression profonde sur les auditeurs. Là, comme ailleurs, S.I.A. triompha et s'imposa.

### CHAMBERY

La Section chamberrière de la S.I.A. fut nombreuse et agissante, ayant fort bien fait les choses et la soirée du dimanche 13 fut brillante.

Les camarades en ont d'autant plus de mérite qu'ils se heurtent à l'hostilité ouverte du parti que vous connaissez bien.

Mais leur dévouement est à la hauteur des tâches à accomplir. Non seulement ils furent les artisans de la réussite de dimanche, mais leur action quotidienne ne se relâche pas. Les camarades vont, maintenant que la section est bien assise, entreprendre la propagande dans les campagnes et fonder de nombreuses sections.

A noter que la brochure S.I.A. s'enlève avec une rapidité réconfortante.

### Les conférences filmées de demain

#### EN PROVINCE

Lundi 21, à SAINT-CLAUDE.

Mardi 22, à TROYES.

Lundi 28, à ORLEANS.

#### DANS LA BANLIEUE PARISIENNE

Réunion sur la S.I.A. jeudi 17 février, à 20 h. 30, salle Véron, 150, av. Aristide-Briand, à BAGNEUX. Orateurs : Jaquier et Coudry.

#### EN ALGERIE

Noire ami Huart quittera Paris au début de mars pour se rendre en Algérie où une vaste tournée de conférences filmées est en voie d'organisation. Les camarades des 3 départements sont priés de se mettre en rapport avec Poignant, 100, chemin du Telemly, à Alger.

Après la manifestation à la Maison du Peuple, le camarade Respaud, de Narbonne, avec son éloquence habituelle, expliqua à l'auditoire attentif ce qu'était S.I.A. ; l'organisation et l'attitude du fascisme international et quelle devait être la notre en face de la pleuvre révolutionnaire. Après un appel à l'union de tous les antifascistes et leur adhésion à la S.I.A. par Pinaud, de la section d'Almargues, la séance fut levée au cri de : A bas le fascisme, vive le prolétariat espagnol !

Après le meeting, un Bal au profit de la S.I.A. connut un succès sans précédent, et c'est dans un esprit de franche camaraderie que danseurs et danseuses versèrent généreusement leur obole.

## "L'HUMANITÉ" NOUS ATTAQUE ET MENT

J. Berlioz, dans « l'Humanité » d'hier, mercredi, prend à partie notre S.I.A. et vitupère contre son action.

Le meeting de Japy n'a pas l'heure de lui plaire. Il ose écrire que la question ne l'amnistie ne se pose pas en Espagne républicaine : aucun antifasciste n'y étant emprisonné, affirme-t-il.

Il ne peut, bien sûr, avouer les faits. Reconnaître que 5.000 camarades peuplent, là-bas, les prisons républicaines, ce serait réprover la conduite des bolchevistes espagnols... et russes. Il préfère calomnier et essayer de salir nos orateurs.

Le peuple de Paris lui répondra vendredi.

## La vie des sections de la S.I.A.

### XI<sup>e</sup>. Arrondissement

En vue de donner à la Section de la S.I.A. du XI<sup>e</sup> une activité qui est nécessaire pour aider effectivement nos camarades espagnols, le bureau organise une réunion publique, vendredi 25 février, à 20 h. 30, 6, rue Saint-Bernard. Tous les adhérents sont invités à cette réunion qui nommera une commission de propagande qui aura pour tâche de faire dans l'arrondissement une intense propagande.

— PIATTE.

### Le Thillary

Nous nous étonnons que les ouvriers du Parti communiste du Thillary reçoivent les affiches de la Solidarité Internationale Antifasciste. Si ces camarades avaient une lueur de raison, ils comprendraient que leur geste est incompréhensible, la propagande que nous faisons qui nommera une commission de propagande qui aura pour tâche de faire dans l'arrondissement une intense propagande oblige à la remettre en liberté.

Le coup fasciste arrive. Maroto échappe à l'exécution sommaire. Il ne s'enfuit pas à l'arrière. Il s'improvise guerrier. Il rassemble les paysans qui le connaissent et l'adorent. Il combat dans les montagnes, presse l'ennemi fasciste, le harcèle dans les défilés, lui livre bataille aux portes de Grenade qu'il cerne sans arrêt.

Quand Malaga est menacée, Maroto accourt pour aider à sa défense. La ville, privée d'armes et de munitions, tombe. Maroto reproche aux autorités militaires leur abandon criminel. On l'arrête ; c'est en janvier 1937. Les staliniens l'accusent cyniquement d'être un agent du fascisme, d'être un rapporteur constant avec les emissaires de Franco. L'indignation que ces calomnies soulèvent obligé à le remettre en liberté.

Mais ceux qui sont prêts à livrer l'Espagne au fascisme s'ils ne peuvent imposer leur dictature ne démodent pas. Demain, Maroto sera pour eux un obstacle en Andalousie. Ils transforment en sédition militaire une manifestation récente et manœuvrent si bien que le conseil de guerre vient de condamner à mort le camarade Maroto.

Tous les travailleurs, les socialistes, les anarchistes, les syndicats de l'U.G.T. et de la C.N.T. protestent. Le tribunal lui-même demande la commutation de la peine en six ans de prison. Et, à la fin, le gouvernement décide la révision du procès.

Il est probable que Maroto sera de nouveau libéré. Mais tout dépend du jeu d'influences qui pèsent sur le gouvernement.

Ce cas est un cas type. Avec de légères variantes, il résume celui de tous les emprisonnés politiques qui attendent leur libération dans les gênes du gouvernement républicain et dans les prisons clandestines de la Guépéou.

C'est pour tous les Maroto, pour tous les lutteurs, pour tous les combattants, pour tous les héros de l'antifascisme, poursuivis, emprisonnés, menacés, que nous vous demandons de venir à Japy.

## Réunions et Permanences de la S.I.A.

BAGNOLET. — Réunion générale de la S.I.A. mardi 22 février, à 20 h. 30, salle Weber, 43, rue Hochel.

BEZONS. — La section invite les camarades de la région à adhérer à S.I.A. Réunion lundi 21 février, salle de l'ancienne Matricule à 20 heures.

DORSEUIL-ESSESSONNES. — Tous les antifascistes doivent s'inscrire au camarade Scutari, rue Emile-Zola, à Essonne.

COURBEVOIE-LA GARENNE. — Réunion de la section locale le samedi 19 février, à 9 h. 30, chez François, 7, avenue Marceau, à Courbevoie. Très important.

MONTREUIL. — Permanence, esté Marçan, 40, rue Roger-Salengro, le dimanche de 10 h. à 12 h.

LYON. — Les camarades de la région lyonnaise ayant reçu du matériel de la S.I.A. sont priés d'être présents à la réunion qui a lieu samedi 26 février, à 14 heures, au Sénat, 212, rue de Grenoble en vue de l'organisation définitive d'un comité régional de la S.I.A. Présence de Huart.

MARSEILLE. — Pour les adhésions, versements d'argent, envoi de paquets et pour toute renseignement s'adresser à la permanence Bourgogne, 106, rue l'Assomption, 13006. Lyon. L'avenue de l'Europe, 13006.

TROYES. — Permanence tous les mercredis à 20 h. 30 au « Café Parisien », rue Georges-Clemenceau. Tous les antifascistes de Troyes sont invités à la conférence filmée du 23 février.



# A l'appel de la J.A.C....

JEUNESSE ANARCHISTE COMMUNISTE (Région Parisienne)

GRÉVISTES DE JUIN 1936

## vous avez été trahis !

Les chefs des Partis et les Parlementaires vous ont convaincus d'abandonner votre lutte par des promesses qu'ils savaient ne pas pouvoir tenir

**Pour le Pain Pour la Paix Pour la Liberté**

Les ouvriers ont porté au pouvoir le gouvernement de FRONT POPULAIRE qui a saboté les lois sociales, voté d'énormes crédits de guerre, laissé s'organiser les bandes et les partis fascistes

LA VIE AUGMENTE SANS CESSE

LA GUERRE MENACE

NOS FASCISTES PASSENT A L'ACTION

La jeunesse ouvrière, totalement désorientée et souvent sans emploi, subit plus tragiquement que ses ainés les contradictions du régime capitaliste

Les orateurs de la J. A. C. diront comment le prolétariat, par sa propre force, peut obtenir :

**Le PAIN La PAIX La LIBERTÉ  
au GRAND MEETING**

qui se tiendra le **Mercredi 23 Février, à 21 h.**

SALLE LANCRY, 10, rue de Lancry (Métro Lancry)

PRENDRONT LA PAROLE :

BARZANGETTE

SERVANT

FRÉMONT

RINGEAS

de la J. A. C.

de l'U. A.

de la J. A. C.

## TOUS MERCREDI A LANCRY

Depuis que l'Union anarchiste à la faveur d'une propagande intense auprès des ouvriers lassés des pantalonnades des partis marxistes, grâce aussi au dévouement de ses militants, a vu s'enrichir ses groupes d'une quantité de travailleurs, elle a organisé avec succès de grands meetings qui, en donnant confiance aux militants, lui permettent d'exposer la doctrine et la tactique anarchiste devant la grande masse de ceux qui commencent à intéresser notre mouvement.

La Jeunesse-Anarchiste-Communiste, elle aussi, voit se tourner vers elle les jeunes révolutionnaires désorientés par la faille des partis auxquels ils avaient cru.

Pour se faire entendre des camarades, pour que beaucoup d'éléments jeunes et sincères sachent ce qu'est l'anarchisme et pour qu'ils consacrent leurs efforts à son triomphe, la J. A. C., doit comme l'U. A. faire de grandes réunions publiques. Nous nous sommes donc mercredi 23 février par un meeting à la Salle Lancry.

Pour que nous puissions envisager dans un avenir très proche, des salles plus grandes, des manifestations plus fréquentes, il est indispensable que tous les militants de l'U. A. et de la J. A. C. des groupes parisiens aient à cœur de contribuer à la réussite de notre meeting.

Nous sommes convaincus que nous serons compris et que tous les militants sentiront la nécessité d'aider ceux qui, dès leur jeunesse, travaillent à l'avènement de notre société.

Le secrétariat de la Fédération des Jeunesse-Anarchistes-Communistes.

## La retraite des vieux Slogan électoral

Sans entrer dans l'économie du projet de cette loi, nous devons prendre position, sur le principe et montrer aux ouvriers le contenu d'un tel mot d'ordre.

Nous sommes pour le principe d'une retraite aux vieux. Quel de plus légitime et humain que les vieux travailleurs puissent sans angoisse penser au lendemain !

Etre contre en disant : nous verrons dans la société future, n'apporte rien et prouve un manque total d'adaptation au présent pour ce qui nous touche de près.

Ce n'est que dans la mesure où nous clarifions les mots d'ordre faux, servant de tremplin électoral, ou de manœuvre purement politique, vis-à-vis du prolétariat que nous pouvons apporter en militants nos critiques, et nos solutions.

Vendredi dernier, à la Chambre des Députés, Croizat, député communiste, rapportait sur le projet de loi, pour la retraite aux vieux, et demandait qu'il soit déposé dans le délai de huit jours.

Devant les réactions légitimes ou non des composants de la Chambre, prétextant l'impossibilité de pouvoir faire du bon travail en un temps aussi court, Croizat et Capron déclarèrent qu'il ne s'agissait uniquement en leur esprit, que du dépôt de projet même en blanc.

Répétition du fameux statut du travail qui lui aussi a été déposé en blanc. Quelques jours après il était noir, mais avec quoi !!!

Les socialistes, plus catégoriques et plus logiques, demandent que ce projet soit établi, noir sur blanc et déposé pour le 10 mars. Donc pas avant cette date, il ne viendra en discussion, et de son contenu nous parlerons en temps opportun.

Pour le moment plusieurs questions viennent à notre esprit.

Les plus importantes et celle sur laquelle l'antagonisme des classes jouera et donnera le sens à cette loi tant attendue est :

Comment sera financée cette retraite ? Qui paiera ?

Où trouvera-t-on les fonds nécessaires pour alimenter cette caisse ?

Pour que cette retraite ne soit pas une amère, une humiliation pour ceux qui la toucheront il faudra qu'elle soit mobile en fonction du coût de la vie. Qu'en aucun cas elle ne puisse être au-dessous d'un standard minimum de vie. Or, quand on examine les salaires, on s'aperçoit de l'écart entre le pouvoir d'achat et les prix de vente pour les denrées les plus nécessaires, sans compter tout ce qui reste dans le budget familial d'un ouvrier à salaire moyen lui permettant juste de quoi subsister.

Pour qu'une telle loi soit appliquée, des millions ne peuvent suffire, il faut des milliards.

Où les prendre ? Car personne ne croit plus au mot d'ordre : faire payer les riches, à commencer par les communistes.

Est-ce dans un renforcement des impôts, où dans une diminution du budget de la guerre ? Sans illusion aucune nous savons que le budget de la guerre est sacré, la Chambre unanime l'a voté.

A moins que ce ne soit comme pour les assurances sociales.

Qui ne se souvient de toute la démagogie du parti communiste à leur sujet. Meetings, grèves (C.G.T.U.), manifestations, pétitions, pour en arriver à n'accepter que ce gouvernement qui voulait bien accorder, avec un prélevement de 4 % sur les salaires ouvriers.

N'est-ce pas le danger de la retraite pour les vieux ? N'y a-t-il pas eu déjà quelques ballons d'essai dans ce sens. Certains fonctionnaires syndicalistes n'ont-ils pas déclaré que pour trouver le financement de cette retraite aux vieux, les ouvriers employés dans la production devraient faire une heure dont le gain servirait à alimenter la caisse ? D'autres parlent d'une retenue mensuelle selon le taux du gain.

Ainsi donc, comme pour les assurances sociales, seuls les ouvriers devront payer. Nous sommes contre une telle manière de résoudre le problème.

Nous pensons que s'il est légitime que les vieux qui sont hors de la production touchent une retraite collective, doit être supportée et payée par le patronat.

Et non avec une participation ouvrière.

Que dans une société organisée sur d'autres bases économiques que la propriété privée, le profit et l'exploitation humaine, les ouvriers jeunes s'organisent et participent pour que les vieux puissent sans mendier vivre dans les mêmes conditions qu'eux, d'accord : d'ailleurs cela est une des nombreuses raisons pour lesquelles nous sommes révolutionnaires.

Mais qu'en régime capitaliste les ouvriers

paient cette retraite, non ! Aucune formule transactionnelle ne peut nous faire changer sur ce point important. Les vieux doivent vivre aux mêmes conditions que ceux qui travaillent, mais à la charge exclusive du patronat. Toute autre formule ou mode de trouver les fonds, ne sont que slogans pour faire électorale.

Ce problème humain n'est pas politique comme le prétend démagogiquement le parti communiste, mais économique. Nous devons dénoncer cette duplicité aux vieux. Leur montrer qu'ils nous trouveront à côté d'eux, pour la bataille qu'ils livrent.

Nous devons leur montrer que le régime capitaliste ne leur accordera qu'une allocation insuffisante pour qu'ils végètent et crévent à l'hopital.

Pour qu'une solution puisse être donnée aux vieux, il faut non pas chercher dans les formules réformistes, mais poser le problème sur son véritable terrain de classe. Ce n'est que dans la mesure où nous réussirons à combattre le régime capitaliste, dénoncer son budget de guerre, montrer les sommes consacrées à son appareil de répression, bref montrer l'iniquité d'un tel régime, que nous adorerons les vieux pour qu'ils arrachent ce qui de droit leur revient.

Roger COUDRY.

## REUNIONS ET CONFERENCES DE LA SEMAINE

Asnières

VENDREDI 18

Salle du Foyer Socialiste, 149 bis, avenue d'Argenteuil

POURQUOI

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Servant, Norel Pato.

## Goussainville DIMANCHE 20

Salle Emiot (A la Source) à 14 h. 30

GRANDE GOGUETTE

avec tombola suivie de bal

## Fontenay JEUDI 24

Salle de l'Amicale, 216, rue du Moulin

POURQUOI

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Gourdin, Roger Coudry.

## Goussainville VENDREDI 25

Salle Caït (Ferme des Noues), à 21 h.

LA GUERRE EST A NOS PORTES

Orateurs : Frémont, Servant.

## Saint-Ouen SAMEDI 26

Salle Municipale de l'Eveil de l'Enfance, à 21 heures, place de la Mairie

POURQUOI

NOUS NE TENDRONS JAMAIS LA MAIN AUX CATHOLIQUES

Orateurs : Norel Pato, Frémont.

## A Trotsky et à quelques autres

(Suite de la première page.)

Valence reste fidèle aux antifascistes. A Madrid la situation est plus difficile, le gouvernement est prêt à capituler. Mais, conduits par les militants de la C.N.T. — F.A.I., les ouvriers s'emparent de la caserne de la Montaña, des points stratégiques, ce qui décide de la victoire. Ils sont maîtres de la ville. Le gouvernement nouveau qui vient de se constituer appuie les travailleurs.

Nos camarades se répandent dans toute la région madrilène. Tolède tombe dans leurs mains. Ils semblent maîtres de la situation. Mais Mola, qui s'est emparé de Burgos sans résistance, avance sur Madrid. Rapidement organisée, une milice ouvrière, où l'on trouve nos camarades Antoni et Cipriano Mera, l'arrête.

Le prestige de la C.N.T. — F.A.I. a grandi rapidement. A elle revient le mérite de la victoire. Malheureusement Durruti et les autres colonies qui sont venues le rejoindre n'ont pas réussi à s'emparer de Saragosse, ni même de Huesca. Ils manquent d'armes. Et nous ne sommes plus à l'époque où l'audace suffit pour triompher. Maintenant, il faut des avions, des tanks, des canons et ils n'ont rien de tout cela. Ils n'ont pas même de munitions, pas même de balles. Le courage — et nos camarades n'en manquent pas — ne peut absolument rien.

Mola menace toujours Madrid. Les mines de Rio Tinto, Badajoz, Irun, Saint-Sébastien tombent successivement dans les mains des rebelles. En marches forcées la colonne Yagüe avance dans le sud pour faire sa jonction avec celle du nord ; le manque d'armes, l'impréparation des miliciens fait qu'elle avance sans presque de résistance. Tolède tombe à son tour. Les fascistes sont aux portes de Madrid.

Les grands stratèges nous disent : la C.N.T. — F.A.I. devaient prendre le pouvoir. Le pouvoir ! Pour eux, le mot magique est lâché. Pour eux, cela aurait suffi pour triompher des bords de Franco.

Si des événements ont bien confirmé nos appréhensions contre le gouvernement, ce sont bien les événements qui se sont déroulés depuis vingt ans. Dans beaucoup de pays d'Europe et en particulier en Russie les partis d'ordre ont été emparés du pouvoir, et les résultats ne nous ont que trop donné raison, et l'Espagne n'a pas fait mentir les théories anarchistes.

S'emparer du pouvoir ? Mais nos camarades étaient maîtres de la Catalogne et d'une partie de l'Aragon. Les syndicats organisaient la vie économique, les comités locaux organisaient la vie administrative. Oui nos camarades auraient pu faire disparaître Companys. A quoi cela les auraient-ils avancé ? Un geste symbolique. Nos amis sont plus positifs. Ils préfèrent la réalité aux gestes théâtraux. Companys n'était plus rien en Catalogne et cela leur suffisait. Son prestige, son autorité n'existaient plus que pour les puissances étrangères, et cela n'avait aucune importance en Espagne.

Ils auraient pu peut-être triompher après une lutte très dure, qui aurait pu être longue à Madrid, à Valence où ils n'étaient pas majoritaire. Et quel aurait été le résultat ? La lutte aurait été triomphée, pour succomber quinze jours plus tard sous les coups de Franco. L'Espagne serait devenue un charnier. Lorsque l'on se rappelle des massacres de Badajoz, d'Irun, de Saragosse, de Malaga, on peut dire que la semaine sanglante de la Commune aurait été dépassée.

L'anarchisme espagnol aurait porté la responsabilité de la défaite devant le prolétariat international. Les journaux si puissants de la social-démocratie, et du bolchévisme auraient déversé la boue, l'ordure sur nos camarades. L'anarchisme aurait été discrédité mondialement pour des dizaines d'années. C'est ce que n'ont pas voulu les militants de la C.N.T. — F.A.I. C'est ce

que pour les puissances étrangères, et cela n'avait aucune importance en Espagne.

Il aurait pu peut-être triompher après une lutte très dure, qui aurait pu être longue à Madrid, à Valence où ils n'étaient pas majoritaire. Et quel aurait été le résultat ? La lutte aurait été triomphée, pour succomber quinze jours plus tard sous les coups de Franco. L'Espagne serait devenue un charnier. Lorsque l'on se rappelle des massacres de Badajoz, d'Irun, de Saragosse, de Malaga, on peut dire que la semaine sanglante de la Commune aurait été dépassée.

L'anarchisme espagnol aurait porté la responsabilité de la défaite devant le prolétariat international. Les journaux si puissants de la social-démocratie, et du bolchévisme auraient déversé la boue, l'ordure sur nos camarades. L'anarchisme aurait été discrédité mondialement pour des dizaines d'années. C'est ce que n'ont pas voulu les militants de la C.N.T. — F.A.I. C'est ce

que pour les puissances étrangères, et cela n'avait aucune importance en Espagne.

Les réalistes n'existant pas pour eux, peuvent établir avec un semblant de logique toutes les thèses, schématiser l'avenir. Ils ne se tromperont pas d'ailleurs puisqu'ils ne seront jamais amenés à réaliser leurs plans. Ils se croient des grands hommes, en réalité ils sont les Perretti de la Révolution. La lutte révolutionnaire est faite avant tout d'opportunité. Les militants qui veulent se dire révolutionnaires et les marxistes en particulier, ceux surtout qui se réclament de Lénine, l'auteur de la « Maladie Infantile du communisme », ne devraient jamais l'oublier.

Dans un prochain article, je tâcherai de démontrer que l'opportunisme de la C.N.T. — F.A.I. a sauvé l'avenir révolutionnaire.

RENE FREMONT.

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon . . . . .

2 50

franco 3 fr.

Un mineur français en U.R.S.S. de K. Legay . . . . .

4 fr.

franco 4 50

J'ai été ouvrier en U.R.S.S. de A. Smith . . . . .

3 fr.

franco 3 50

La Révolution Russe en Ukraine, par N. Makhno . . . . .

## PARIS-BANLIEUE

Nous demandons aux groupes de traiter uniquement les questions locales ou régionales dans leurs communiqués de « Paris-Banlieue » et « Voix de Province ». Nous les prions, d'autre part, d'être aussi brefs que la rédaction d'une communication claire le permet.

L'espace dont les rubriques « Paris-Banlieue » et « Voix de Province » peuvent disposer dans « Le Libertaire » ne nous permet pas une autre manière de procéder.

PARIS 11<sup>e</sup> ET 12<sup>e</sup>

Le Groupe s'est réuni dans son nouveau local. Après une causerie d'un camarade, les copains se sont donné rendez-vous pour une large diffusion de la vente à la rue du « Lib » dans nos quartiers pour combattre la néfaste besogne de la main tendue aux catholiques.

Que tous les camarades soient présents à toutes les réunions qui se tiennent le jeudi à 20 h. 30. — Pour le Groupe : le Secrétaire. Platte.

## CARRIERES-SUR-SEINE

Dimanche 20 février, à 14 h. 30, salle du Café de la Mairie, Grande matinée artistique au profit des 200 orphelins espagnols de la Colonie de Llensa.

Grande surprise, nombreux lots. Pensez aux innocentes victimes du fascisme et venez en nombre.

## COLOMBES

Retenez cette date : « Samedi 27 février », GRANDE SOIREE ARTISTIQUE suivie de bal du nuit, avec le concours assuré de :

Charles d'Avray dans ses œuvres ; Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté ; Aurèle Patorni dans ses œuvres ; Margia Tozi, de la « Vache enragede » ; Noëlle Vergès, des cabarets montmartrois ; René Beunetti, garde champêtre de la Commune libre de Montmartre ; Nadine Mazer, des cabarets Montmartrois ; Georges Quey, du Caveau de la République ; Roger Tocino, de la « Vache enragede ». Au piano d'accompagnement, Mme Capaumont.

Grand bal de nuit, avec le concours du « Tourbillon Jazz ».

Grande tombola gratuite. Billet de participation, 10 fr. 95. Entrée : 6 billets ; chômeurs, 3 billets.

## CRETEIL

Mardi soir, ayant posé des affiches annonçant la réunion à la Mutualité, sur Louise Michel, nous fûmes surpris de voir des communistes de la région les arracher. Nous les prévenons qu'ils n'ont pas à s'amuser à ce petit jeu, car nous y veillerons.

P. Le Dugue.

## ERMONT

Avec le concours de camarades libres-penseurs et de camarades pacifistes, le groupe d'Erment, organisait le 22 janvier dernier une grande conférence où Sébastien Faure venait tirer un de ses sujets favoris : « L'église a menti. »

Auditoire attentif à l'exposé objectif des mensonges perpétués, au cours de l'histoire par cette puissante auxiliaire des forces mauvaises qu'est l'église.

À l'appel de la contradiction, une seule voix s'élève pour demander notre point de vue au sujet de la main tendue aux catholiques par les disciples de Saint Thorez et de l'Enfant Jésus.

Des cadres communistes paraissent fortement ébranlés par l'attitude des dirigeants socialistes qui ont oublié les enseignements de Lénine et la citation de Marx : « La religion est l'épium du peuple. » — Le Groupe.

## COUSSAINVILLE

Jai appris, lundi 7 février, à la réunion du comité rendu de mandat de la fraction communiste. Je dois dire que ces « camarades » se sont plutôt appliqués à nous larder la vérité et à rechercher une nouvelle clientèle au détriment des socialistes. Après avoir traité avec bassesse leurs « frères », en appliquant le fameux principe cher à « Basile », ils se sont adressés à eux en termes injurieux dignes des agents de la Tour pointue... Voilà comment les communistes prennent la fraternité.

S'il y a chez eux un homme sincère, je lui demande de me démentir. — Pour le Groupe : Joanny.

## IVRY

Sous le knout

Thorez n'est pas encore au pouvoir et pourtant nos braves Mains Tendues ont décidé d'interdire la vente de « Libertaire » dans Ivry. Ils ont sans doute peur que la lecture de notre journal ouvre les yeux des ouvriers restés révolutionnaires qui continuent à avoir confiance en eux.

Malgré les provocations et mobilisations des anges gardiens du « fils du peuple » nous les informons que nous sommes décidés à imposer la vente du « Libertaire » dans Ivry.

## STAINS

Realisations communistes Incompétence et compétition

Dans l'obligation de remplacer le concierge des écoles Jean-Jaurès, le concierge étant malade, devant faire assurer le chauffage des classes, notre maire, réalisateur émérite, ne trouva rien de mieux que de caser un de ses hommes de main, sans tenir compte des compétences professionnelles et autres, nécessaires pour assurer ces services. Ce qui devait arriver arriva. La chaudière de l'école maternelle s'étant vidée de son eau, le chauffeur occasionnel, ignorera les réactions du froid et du chaud, s'empressa de remplir la chaudière, qui, naturellement... éclata.

Résultat : six à huit mille francs de réparations. Les contribuables — nous allions dire les riches — paieront.

Mais où l'affaire se corsa, c'est lorsque, occupé à organiser une conférence du P. C. F. au gymnase et à annoncer le discours de Thorez à la T. S. F., M. le maire omis de faire savoir aux familles intéressées que, par manque de chauffage, l'école maternelle serait fermée du 4 au 10 février.

Les petits enfants dont les parents vont travailler toute la journée et qui sont amenés à l'école par leurs aînés, durent renouer chez eux, alors qu'il y avait possibilité d'organiser une garderie dans la salle des conférences, qui pouvait être chauffée, et qui n'est pas occupée. Seulement, voilà : M. le maire est tellement absorbé à rechercher les calomnies contre tout ce qui n'est pas stalinien : « Le « Libertaire » est un journal policiier ; la S. I. A. est une organisation fasciste », qu'il n'a pas eu le temps de penser aux petits enfants de sa localité. — Le Groupe libertaire.

## VALENTON

L'Union anarchiste prend une extension considérable à Valenton. Ne disait-on pas que notre Groupe durcirait à peine quinze jours ! Le 11, une réunion organisée par nos soins a obtenu le succès que nous espions ; une quarantaine de personnes étaient présentes pour écouter les orateurs de l'U.A. au sujet de la main tendue aux catholiques. En somme, bonne réunion qui a prouvé que nous étions dans la bonne voie. — Le Groupe de Valenton.

## PETITE CORRESPONDANCE

Il a été perdu un sac à main de dame à la conférence sur Louise Michel, vendredi 11 janvier.

Nous prions la personne qui l'a trouvé de le rapporter au « Libertaire ».

## VOIX DE PROVINCE

## BEZIERS

Le comité d'aide aux victimes du fascisme espagnol organise le vendredi 1 février, à 20 heures 30, salle de la « Maison du Peuple », une conférence sur l'Espagne, proie du fascisme international. L'orateur est le camarade André Vernet, de la Solidarité Internationale Anti-fasciste.

Les camarades anarchistes et sympathisants sont priés de venir dès l'ouverture des portes se mettre à la disposition des organisateurs.

Participation aux frais, 1 fr.

Pour le Comité : Miston.

P. S. — La S. I. A. est invitée à venir vendredi ses cartes et à faire une collecte à son profit.

## BREST

## Aux travailleurs de l'Etat

Pour démontrer de plus en plus ce que cache le masque du F. P. le malfaiteur Daladier, sous le prétexte de la « Défense Nationale », va tenter de saboter la semaine de 40 heures ; tel est le sens d'un article dans la « Dépêche de Brest » du 12 février dernier.

Mais cela ne veut pas dire que les ouvriers se laisseront enlever cet avantage sérieux d'après le samedi.

A Brest, et je l'espère, ailleurs, à la moindre initiative d'« aménagements » de la semaine de 40 heures, les travailleurs de l'Etat dérangeront par l'action directe, adoptée définitivement dans une réunion de délégués.

Travailleurs de l'Etat, tous debout pour servir la semaine de 40 heures. — Le Lann.

## CARCASSONNE

Le groupe libertaire de Carcassonne fait un petit appel aux travailleurs de Carcassonne pour qu'ils viennent grossir notre groupe. Nous les mettons en garde, nous anarchistes, contre la nouvelle combinaison des partis politiques qui proposent un gouvernement à l'image du Front populaire qui a déjà prouvé qu'il se trouve impuissant à lutter contre la haute finance et le gros patronat. Nous ne devons compter que sur notre action directe, et avant qu'il ne soit trop tard, nous vous demandons de venir grossir le groupe des Jeunes anarchistes de Carcassonne. — Pour le Groupe : Grandclément, ou à son adresse personnelle (Lib.).

Comme nous pensons qu'elle peut intéresser tous les groupes, nous la céderons au prix de 1 fr. 25 — port compris — l'exemplaire. Adresser Sociales, 4, rue Tripier, Toulouse (Hte-Garonne). les commandes au secrétaire du Centre d'Etudes

## TRAVAILLEURS !

LES ANARCHISTES VOUS PARLENT...

En 1936, nous vous disions : Le Front Populaire sera que la conjagation des appétits politiques. Rien ne changera en bien ! Avions-nous raison, oui ou non ?

Vous avez voté, vous avez eu votre gouvernement de Front Populaire. Résultats : course aux armements, franc Auriol, franc Bonnet, vie chère. Toutes les conquêtes du travail remises en question. Chômage croissant. Patronat dictant ses ordres à un parlement unanime dans la servilité. Fascistes de tous poils, accumulant impunément tous les crimes.

Si vous revendiquez, on vous massacra. Votre salaire perdra son pouvoir d'achat. Le chômage s'accélérera. Vous vous heurterez à toutes les barrières légales. Ce sera le FASCISME DE FAIT ET LA GUERRE !

COMME D'ABORD...

que tous les politiques se sont battus, que le syndicalisme doit être lutte de classe et non instrument politique, que SEULS un syndicalisme viril et antipolitique, l'EDUCATION, l'ACTION DIRECTE, l'ANARCHIE PEVENT VOUS SAUVER !

Travailleurs ! adhérez à l'Union Anarchiste, lisez Le Libertaire.

VILLEURBANNE

Afin d'aider la propagande libertaire par la chanson, par la poésie, par l'art social, à l'échelle régionale, nous avons décidé la création d'un groupe artistique « La troupe libre ». Toutes les bonnes volontés qui se sentent quelques dispositions sont priées de se mettre en rapport avec notre camarade Cébron, aux réunions du groupe J. A. C. le mercredi, à 20 h. 30, chez Léon, place Grandclément, ou à son adresse personnelle (Lib.).

FEDERATION DU LANGUEDOC

Le Congrès de la Fédération se tiendra le dimanche 27 février, à Montpellier, 1, boulevard Bonne-Nouvelle, à 9 heures du matin.

Ordre du jour :

1° Structure de la Fédération ; 2° La propagande régionale ; 3° Les événements d'Espagne et l'aide à apporter à nos camarades.

4° Questions diverses

Nous rappelons à tous que ce congrès, ayant pour but de créer une œuvre positive et durable, est ouvert seulement aux groupes et camarades isolés adhérents à l'Union Anarchiste, ou sympathisant avec elle.

Rober Casier et Estève.

FEDERATION DU NORD

Notre Congrès régional

Le Congrès des groupes de l'Union anarchiste de la région du Nord s'est tenu dimanche 12 février à Valenciennes.

Tous les groupes déjà adhérents à l'U.A. y étaient représentés ainsi que plusieurs camarades invités.

Commencé dans le courant de la matinée, le Congrès s'est poursuivi jusqu'à 17 heures 30.

Précis, courtois, toujours animés d'un vif esprit d'atmosphère, les délégués des différents groupes se sont rapidement mis d'accord pour :

1° Constitution d'une instance effective de la Fédération du Nord et son bureau fédéral ;

2° Organiser le plus rapidement possible plusieurs tournées de propagande avec le concours d'orateurs de l'U.A. et constituer de nouveaux groupes.

Pour ce faire, un appel spécial sera ultérieurement adressé aux camarades abonnés du « Libertaire », afin qu'ils viennent renforcer nos rangs et contribuer à propager les idées qui nous sont chères.

Soucieux de voir se développer notre organisation, la Commission administrative de l'Union anarchiste avait délégué le camarade Frémont qui intervint judicieusement à différentes réunions.

Tous les délégués présents se séparèrent, enchantés du bon travail accompli et satisfaisus d'avoir établi des relations qui ne peuvent que se resserrer davantage. Après avoir voté une adresse de sympathie en faveur de nos camarades de la C.N.T.-F.A.I., ainsi qu'une proposition énergique contre l'arrestation d'un camarade de Valenciennes, arrestation opérée la veille du Congrès.

La résolution du Congrès

Les groupes de l'Union anarchiste de la région du Nord, réunis en Congrès le 13 février 1938, viennent ayant toute chose à rendre hommage au vaillant prolétariat d'Espagne et à affirmer à la C.N.T. et à la F.A.I. leur indéfectible solidarité pour leur résistance héroïque au fascisme assassin et pour les réalisations sociales entreprises sur leur initiative dans le domaine économique.

Le Congrès demande, dans le but de hâter l'écrasement du fascisme, qu'une union plus étroite s'établisse entre tous les secteurs anti-fascistes espagnols, et à réclamer l'unité intégrale pour tous les anti-fascistes emprisonnés en Espagne républicaine. »

FEDERATION DU SUD-OUEST

En vue du Congrès Fédéral des 26 et 27 février à Chambéry, d'ores et déjà parallèle au paradoxe de nos succès, chaque jour nous arrivent de nombreuses adhésions.

Nous invitons tous ceux, groupes ou individus, que la Fédération intéresse, à nous faire parvenir leur adhésion dans le plus bref délai.

Le congrès s'ouvrira le samedi 26 février, à 9 heures, salle du café Ratet, rue Ropet.

Ordre du jour :

1. Rapport moral et financier du groupe Germain.

2. Reconstitution de la section des Trams.

3. Délégués des dépôts.

4. Edition mensuelle d'un tract-journal.

5. Divers.

Les camarades traminots se feront un devoir d'assister nombreux à la réunion. — Le convocateur : A. Pascal.

NIMES

Camarades, pas d'hésitation, tous présents dimanche 20 février, à 10 heures du matin, au Bar du Marché, boulevard Gambetta, afin de renseigner nos liens dans un groupe solide, dont nous discutons ensemble la structure qui devra rendre plus fructueux nos efforts face à la poussée fasciste et à l'étranglement de nos maires libres.

Ordre du jour :

1. Rapport moral.

2. Compte rendu financier.

3. Unité d'action fédérale.

4. Développement du mouvement dans la région.

5. Étude et enseignement du mouvement espagnol.

6. Aide à l'Espagne.

7. Organisation de la Fédération.

8. Divers.

Adresser les adhésions au camarade Paul René, 1, avenue Berthelot, Romans-sur-Isère (Drôme).

FEDERATION SOCIOLOGIQUE

se compose de 4 gros volumes d'une reliure élégante et solide.

PRIX DE VENTE ET CONDITIONS DE PAIEMENT :

a) au comptant ..... Fr. 465

</div

**Au tour de la C.G.T. de poser la question de confiance**

# Le libertaire syndicaliste

## Statut ? Non ! Asservissement

Le statut du travail sera bientôt une réalité. Le parlement va l'intégrer dans l'arsenal des lois qui oppriment le peuple. Le patronat feint de le combattre pour pouvoir l'améliorer à son profit, mais, en définitive, l'acceptera. La C.G.T. (ou plutôt le bureau confédéral) malgré des protestations qui s'apparentent beaucoup au bluff des joueurs de poker, l'acceptera. Le parti socialiste et ses rapporteurs sont en plein accord avec le gouvernement. Seul, le parti communiste semble faire figure d'opposant, et paraît décidé à faire une certaine opposition. Croizat a — au sujet de l'échelle mobile — présenté un amendement qui est une amorce au véritable contrôle ouvrier. Mais hélas ! des événements récents entre autres la comédie jouée lors de la chute du deuxième ministère du Front Populaire et de son remplacement par le troisième — Chautemps succédant à Chautemps — nous laissent sceptiques sur la valeur de l'opposition du P.C.F. Cette opposition, toute de façade n'est faite que dans le but d'attirer de nouveaux adhérents. Opposition démagogique, toute verbale, qui disparaît quand il faut passer à l'action. Nous en aurons une nouvelle preuve fin février, quand il s'agira de renouveler les conventions collectives. Au lieu d'agir, on nous sortira un nouveau boniment. Peut-être Hénaff nous dira-t-il que c'est la faute à la reine d'Angleterre.

Donc, tout le monde est d'accord pour que le statut du travail soit voté le plus rapidement possible.

Tout le monde, sauf peut-être ceux qui vont avoir à le subir. Car ceux-là on a froidement oublié de les consulter. On ne leur a pas demandé leur avis. On a crainc sans doute qu'il ne soit

pas conforme à celui des dirigeants. Et puis, il faut faire vite. La loi sur l'arbitrage obligatoire cessera d'avoir effet fin février. Il est donc de toute nécessité, de toute urgence de la prolonger pour que ses bienfaits effets puissent continuer à « s'apprécier » sur la classe ouvrière. Cette bonne loi d'arbitrage, dont on disait récemment que sur plus de 97% des sentences rendues, cinquante seulement avaient été suivies de non-exécution. Ce qu'on ne nous a pas dit, c'est que, sur ces 97% des sentences rendues, combien l'avaient été, je ne dirai pas en faveur des ouvriers, mais en s'inspirant des motifs de la dé-

mande. C'est grâce à cette loi d'arbitrage que l'on voit les grévistes des transports venir querler à la porte des usines, pour les licenciés ; que l'on voit les grévistes de l'alimentation — remplacés par des jaunes — venir faire appel à la solidarité des copains.

Grévistes de l'alimentation, grévistes des transports ! Petites gens qui se sont préoccupés de leurs intérêts immédiats sans comprendre qu'en fait devant tout penser à l'intérêt national !

Parlez-nous d'un Laurent déclarant : La grève des services publics ? Révolution, anarchie, abomination des cinq cents diables. Très peu pour moi qui suis cardiaque.

Parlez-nous d'un Neumeyer qui ne s'intéresse peut-être pas beaucoup aux revendications personnelles de ses mandants mais qui veut « construire des armements pour en faire un barrage qui empêchera de passer le torrent de fer et de feu. »

Comment serait-il possible que des gens ayant d'aussi « hautes » préoccupations puissent s'inté-

resser au sort de pauvres types luttant pour leurs salaires ? Non, et c'est pourquoi tous ces soldats militants vont accepter le statut du travail.

Ils acceptent l'arbitrage tout en connaissant la nocivité.

Ils acceptent de lâcher le contrôle de l'embauchage et du débauchage.

Ils acceptent de substituer à l'échelle mobile pour tous — travailleurs de l'industrie, du commerce, ou agricoles, petits retrats et pensionnés — un vague article qui en subordonne l'application à l'appréciation d'un quelconque sur-

bit. Ils acceptent non pas — comme on l'a dit à tort — la limitation mais la suppression complète du droit de grève.

Ils l'acceptent. Mais la classe ouvrière ne l'accepte pas. Elle va avoir son mot à dire à la fin du mois. Sept mille conventions collectives vont arriver à leur terme. Les ouvriers qui sont régis par ces conventions voudront discuter de celles qui doivent les remplacer. Ils n'admettront pas que le parlement, par une reconduction nouvelle vienne les évincer de la discussion. ET LES EXAGERONNT QUE, DANS CES NOUVELLES CONVENTIONS, DES GARANTIES SOIENT DONNÉES POUR LA CONSERVATION DE LEUR POUVOIR D'ACHAT, POUR LA STABILITÉ DE LEUR EMPLOI, POUR UN CONTRÔLE OUVRIER EFFECTIF.

Cela sera obtenu non par des lois faites par des parlements bourgeois, mais par une action énergique et unanime de la classe ouvrière organisée, luttant pour elle et non pour la nation.

CAM.

## Congrès de verbiage chez les fonctionnaires

En juin 1936, quand les ouvriers occupèrent les usines et firent la grève, les fonctionnaires, sous prétexte de ne pas gêner leurs camarades de l'industrie privée, se tinrent cois. Ils appuyèrent l'action des grévistes, en paroles, et ne manquèrent pas de mettre en lumière qu'ils faisaient un grand sacrifice en ne posant pas à leur tour des revendications.

Le gouvernement tout d'abord à demi noyé par le flux ouvrier ne tarda pas à prendre pied sur le corps fermé des fonctionnaires et prenant appui ensuite sur l'armée et la police encore oscillantes. Il put avec tous les moyens officiels dont il pouvait désormais faire usage, endiguer le flot populaire et le ramener dans le lit de la révolution.

Dans sa causerie radiophonique du 10 janvier dernier pour le P.T.T., Charles Laurent s'est évertué à démontrer que la fonction publique est l'armature de la Nation... Ses paroles peuvent être résumées ainsi : « En raison de la complexité et du nombre des questions qui se posent le Parlement tend à se dessaisir de son pouvoir législatif... en raison de la structure de la vie moderne, d'extension progressive des attributions de l'Etat le rôle de l'administration grandit... aussi l'administration est à nos yeux, la partie maîtresse de l'ossature de notre pays et l'évolution la porte vers la possession de tous les centres nerveux. »

Sans remonter au-delà de la Révolution au rôle de l'administration française on a vite une impression de force et de continuité... aux moments angoissants de la vie nationale, l'administration ne s'est pas effondrée et c'est parce qu'elle a « tenu » que le pays a pu facilement se redresser. Il est sûr qu'en un pays comme le nôtre, appeler à connaître cycliquement des périodes de fièvre politique et sociale, la présence d'une administration fortement organisée et bien charpentée est une certitude de continuité et de pérennité ».

C'est pour cela, ajoutons-nous que, dans une grande mesure, les révoltes de 1789, de 1830, de 1848 et de 1871 ont échoué, c'est parce que les « permanents » de la Fédération des fonctionnaires sont pénétrés de la sacro-sainte mission conservatrice de l'administration qu'en juin 1936, la vague de fond s'est émiettée en pluie fine et qu'en octobre 1937, les agents des services publics, ont capitulé devant le gouvernement et se sont résignés à une misérable attente.

Ces mois derniers une certaine fièvre semblait remettre les milieux de fonctionnaires et nous étions impatients de connaître si elle gagnerait le prochain Congrès... Ce congrès vient de se terminer... Qu'à-t-il apporté de nouveau ! Suivons la discussion et nous verrons.

Du point de vue strictement syndical, l'échelle mobile est abandonnée. Lacoste, rapporteur, présente une solution d'atente à trade-unionisme, nous ajouterons celle petite traité : une indemnité proportionnelle au traitement, du taux de 10 %, pendant le traitement minimum à 12.600 fr. et au-delà que cette mesure accusera les écarts entre les différentes classes de traitement et Lavoro ne manque pas de s'élever contre elle. Il sera le seul à prononcer ces paroles et l'honorera : « Si le fait, nous ferons la grève sans craindre la Révolution. Si d'ailleurs, nous ne la faisons pas, le fascisme la fera à notre place. »

Et ici comparons ces paroles à celles prononcées par Laurent qui, pour expliquer sa reculade d'octobre, sembla dire que l'objet de la grève : une vingtaine de francs à arracher n'était pas assez élevé... Comment ? Mais n'y a-t-il pas des fonctionnaires qui crevent de faim, n'y a-t-il pas les 40 heures inappliquées dans les services publics, le droit syndical contesté, l'échelle mobile refusée, les dangers de guerre, l'Espagne républicaine trahie par le Gouvernement français de F.P. etc... est-ce que cela n'existe pas en octobre... est-ce que cela ne pourrait pas constituer un chef d'accusation terrible contre nos maîtres politiques ?

Nous Laurent et ses confrères du bureau fédéral, en tiennent pour cette administration, orga-

nisme de conservatisme et de répression (car les plupart des fonctionnaires civils sont directement ou indirectement des agents répressifs)... De la révolution ils n'en veulent pas. Ils veulent d'une évolution bien sage dans l'ordre, la légalité où ils pourront sous le bon prétexte de républicanisme sincère s'installer aux bonnes places, être partie intégrante d'une élite remaniée, mais toujours aussi tâtonnante, aussi autoritaire que les précédentes.

Pour l'orientation syndicale, Neumeyer était rappelé par son argumentation s'appesantit particulièrement sur la question de la guerre mondiale. Il a déclaré qu'en présence du surarmement des Etats totalitaires, les Français antisémites ne peuvent plus songer au désarmement universel... Voilà certes, une conclusion que nous attendions. Notre syndicalisme n'a rien fait depuis 1919 pour empêcher le surarmement du gouvernement français alors qu'il n'y avait aucune menace à l'horizon politique. Les autres Etats européens ont imité le gouvernement français, c'était normal.

Notre syndicalisme néglige aujourd'hui une action économique qui arrêterait net les guerres. si cette action était menée jusqu'au bout et sur le plan social.

— Ni pétrole, ni mazout, ni matières premières, ce sont là de séduisantes formules dit Neumeyer, mais leur réalisation dépend des certains Etats qui ne semblent pas encore décidés à appliquer cette politique. Et Neumeyer en est encore à voir dans le syndicalisme un bon gros chien fidèle qui va à la trace de maître Etat, au lieu d'être l'étranger.

Seul, Hagnauer du Syndicat des instituteurs s'élève contre la position prise par Neumeyer. D'ailleurs, Laurent ne vient-il pas d'écrire en marge du Congrès que « le mouvement social qui doit être le siège que s'il sait faire vibrer toutes les fibres du sentiment national si vivace et si profond dans notre pays... »

Oui — les « permanents » de la Fédération des fonctionnaires accoumblent leurs camarades de base à cette idée que le syndicalisme français doit être au service d'un Etat réorganisé dans lequel eux, mandatés supérieurs seraient naturellement intégrés.

Paul Rivet dans une allocution, où il est possible de relever des contradictions impardonnables pour un homme de science a parié ignorer qu'il se trouvait dans un congrès syndical et il a bien marqué que le syndicalisme devait laisser aux gouvernements le soin de nous diriger car il croit à l'action parlementaire. Il est allé jusqu'à se poser en unificateur des partis politiques « d'extrême gauche » et s'adressant aux communistes de la salle : « Il faudra que dans le futur gouvernement, vous soyez à nos côtés (les socialistes), acceptant toutes les responsabilités ». Il répudie le syndicalisme révolutionnaire et comme Laurent et Neumeyer, il lance aux congressistes l'apostrophe classique : « Etes-vous prêts ? » Les congressistes répondront non, puisque la littérature syndicale officielle les a évidemment négatifs.

Paul Rivet est à la fois contre l'Union nationale ou sacrée et le désarmement, comprend qui pourra. Il est pour le Front populaire, réalité vivante, qui n'a pas manifesté sa réalité de son avènement, mais qui est malgré tout une réalité vivante — comprendre encore qui pourra — et ainsi de suite.

Que fallait-il attendre alors de ce Congrès ?... Une motion naturellement... et comme cela n'a pas manqué, une motion vague, littéraire, pleurnicharde.

Aucune précision sur les possibilités syndicales dans le domaine économique et social, — aucune allusion aux réalisations syndicales d'Espagne, aucune précision sur la manière dont le syndicalisme entend lutter contre la guerre —. Par contre, il y est fait état d'une confiance envers un nouveau gouvernement de F.P. que le syndicalisme galvanisera (il faut lire : servira) et on y affiche pour ce qui touche la guerre une résignation de troupeau mené par l'abattoir de la « Défense nationale ».

Cette motion sur l'orientation syndicale a été votée à l'unanimité moins une voix et cinq absences.

C'est le néant. Un profond néant syndical, ah ! misère....

LACARGE.



### LES METALLURGIEST DE CANNES

Les sections syndicales des ouvriers, techniciens et employés de l'usine de Cannes (S.N.C.A. S.E.) réunies le 3 février 1938 à la Bourse du Travail de Cannes,

Ont pris connaissance, dans la presse, du projet de statut moderne du travail élaboré par le Cabinet Chautemps.

Ils déclarent formellement que l'acceptation de ce projet équivaudrait pour la C.G.T. à une subordination presque complète aux Gouvernements de la bourgeoisie présent et à venir.

En effet, il n'y a pas d'exemple, dans l'histoire du mouvement ouvrier, que les lois dites sociales votées par les Parlements bourgeois ne soient toutes destinées adroitement à servir en définitive, les seuls intérêts du Patronat.

L'usage que l'on fait, actuellement, de la loi sur l'arbitrage obligatoire et de la loi sur les conventions collectives confirme pleinement cette constatation.

Au contraire, les seuls lois et règlements qui ont pu apporter quelques avantages au Proletariat, dans le cas de la législation capitaliste, sont ceux qui ont été imposés de haute lutte par l'action directe et révolutionnaire des travailleurs (lois de 8 heures, de 40 heures, congés payés).

La prétendue démocratisation des grèves n'est qu'une ingérence intolerable de la bourgeoisie dans les affaires de la classe ouvrière qui ne regardent que cette dernière.

Les organisations syndicales n'ont pas à subordonner leur action à une réglementation, dont la rédaction échappe à leur contrôle et même émane directement des représentants de leur adversaire patronal.

En résumé, les sections syndicales de l'usine de Cannes considèrent le projet Chautemps comme un premier pas vers la réalisation d'un Etat corporatif tel que le préconisent les fascistes de tout acabit.

Ce n'est pas pour aider la bourgeoisie à construire le fascisme que la C.G.T. a accepté de participer au Rassemblement populaire.

Plus que jamais l'unité de toutes les tendances dans le mouvement syndical doit s'affirmer contre cette intrusion insidieuse de l'idéologie fasciste dans les sphères gouvernementales et même parlementaires. La classe ouvrière organisée dans la C.G.T. exige que soit close l'ère des tromperies et des promesses fallacieuses.

Le seul statut du travail acceptable, dans les circonstances actuelles est la convention collective nationale librement discutée et acceptée par les travailleurs.

« A bas le projet fasciste de statut du travail. »

« Vivent les nouvelles conventions collectives nationales. »

### LA FEDERATION TEXTILE SE BOLCHEVISE

Jusqu'à ce jour, cette Fédération s'était tenue dans la neutralité des tendances syndicales. Le moment pour nos stalinistes est venu de se dévoiler. Malgré les résistances, ils ont réussi à percer et ils ont maintenant dans les mains la direction de la Fédération. Déjà au dernier congrès, ils avaient cherché à éviter les réformistes (Vandepitte), mais la manœuvre était tellement grossière que le Congrès réagit et nos stalinistes firent marche arrière et se contentèrent de demander, et d'obtenir, la parité pour un poste de secrétaire général. Le Congrès approuva sans grand enthousiasme et nous eûmes deux secrétaires : Vandepitte et Deloüllier.

Vandepitte qui avait d'abord posé sa candidature au secrétariat et qui ensuite avait accepté qu'on lui adjointe Deloüllier, vient de se retirer. Arguant de vieillesse, il demande sa démission au bout de cinq mois. Mais comme il avait des collaborateurs pour l'aider dans son travail, les raisons données par lui pour s'en aller paraissent assez spéciales. On peut imaginer plutôt que, dès batailles quotidiennes avec les stalinistes auxquels il se trouvait buté, il aurait préféré s'en aller avant que l'orage éclate. Comme ça il a les honneurs des deux côtés.

Le changement d'orientation ne s'est pas fait attendre. Le journal fédéral jusqu'à la réforme et sans tendance politique, exalte main-

### Dans la presse syndicaliste

Le « Travailleur des Abattoirs » proteste contre les lapinistes stalinians

Traversant une période où la majorité des syndicats de la C.G.T. sont plus ou moins soumis à la politique du moribond Front populaire et à l'acceptation sans protestation du « Statut Mouvement du Travail », c'est toujours un plaisir de voir, dans l'organe d'un syndicat, repudier la politique antinouvrière de ceux qui ont à charge de défendre les revendications ouvrières.

Le plaisir, l'organe du Syndicat général des Abattoirs nous le donne. Dans un article intitulé « Singularité proposition de loi », Monsieur se trouve pris à partie et très justement démonté et dépassé. Celui-ci, dans l'article 2 de la proposition de loi sur le débauchage et l'embauchage, ne va-t-il pas jusqu'à proposer que dans le licenciement, l'ancien(e) soit calculé en tenant compte des charges de famille.

Monnousseau devenant protagoniste du lapinisme, ce serait à se tordre si ce n'était pas dangereux pour le prolétariat. Et Ogas conclut :

Monnousseau, ex-président du Syndicat unitaire, présentement protagoniste de la fécondité, promeut de la prolétariat : Monnousseau réviseant de transformer les syndicats en officines de reproduction : Monnousseau concurrençant M. Pernot de la Ligue pour l'accroissement de la natalité, etc.

Braivo, camarades des abattoirs, dénoncez ce néfaste travail de ceux qui se prétendent nos chefs. Nous serons à vos côtés.

Le « Travailleur des Abattoirs » proteste contre les lapinistes stalinians

Les camarades membres du Cercle Corporatif et Sympathisants, sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le 19 février à 9 heures, salle Bonvin, 7, rue Lacharrière (11<sup>e</sup>). Métro : Saint-Ambroise, Voltaire ou Parmentier.

Ordre du jour : Critique sur le statut moderne du travail. Présence assurée d'un conférencier des Cercles syndicalistes. PIERRE DICHAMP et JOURDAIN.

Camarades cheminots et fonctionnaires, ayez le plaisir de commenter et de juger... Ch. Legry.

### A L